

Olivier LECLERC, dir., *Savants, artistes, citoyens : tous créateurs ?*

Québec, Éd. Science et bien commun, 2017, 252 pages

Pascal Laborderie



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11673>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.11673](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11673)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 426-428

ISBN : 9782814305076

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Pascal Laborderie, « Olivier LECLERC, dir., *Savants, artistes, citoyens : tous créateurs ?* », *Questions de communication* [En ligne], 32 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 05 janvier 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11673> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11673>

Tous droits réservés

vraiment la plus appropriée à atteindre un tel objectif notamment en ce qui concerne certains des spécialistes interviewés ont ou aurait préféré, en raison de leur statut de références (Robert Scruton, dont un ouvrage, *De l'urgence d'être conservateur. Territoire, coutumes, esthétique, un héritage pour l'avenir*, Paris, L'Artilleur, 2016, a été récemment traduit par Laetitia Strauch-Bonart) une expression plus authentique, dense et ramassée. Autre limite, l'ensemble des personnes interrogées sont non seulement toutes des conservateurs, mais des « défenseurs » plus que des « observateurs » (p. 10) ou des personnes « qui ne nourrissent à son endroit aucun rejet de principe » (4^e de couverture).

Qui plus est, c'est toujours la pensée conservatrice dans son ensemble qui se trouve abordée – ce qui peut donner lieu à des répétitions – et non des thématiques plus spécifiques et ciblées, ce qui aurait permis un plus grand approfondissement. Une certaine place est donnée à des considérations politiques conjoncturelles, nécessairement transitoires sur le positionnement de tel ou tel homme d'État. Certes, on pourrait penser qu'une telle organisation permettrait de mieux faire ressortir les différences par pays, mais là encore, l'organisation – ou l'absence d'organisation puisque les personnes interviewées le sont par ordre alphabétique – de l'ouvrage n'aide pas le lecteur à appréhender ces variations, cette polymorphie du conservatisme. Enfin, tant qu'à appréhender une diversité, on ne peut que regretter que la majorité des intellectuels ici interviewés soient tous issus de l'ère culturelle anglo-saxonne, ce qui ne permet pas vraiment d'apprécier les variations du conservatisme. L'ouvrage n'est par ailleurs agrémenté d'aucune bibliographie, que ce soit une bibliographie de base du conservatisme, des ouvrages cités ou des auteurs.

Laurent Husson

*Écritures, université de Lorraine, F-57000
laurent.husson@univ-lorraine.fr*

Olivier LECLERC, dir., *Savants, artistes, citoyens : tous créateurs ?*

Québec, Éd. Science et bien commun, 2017, 252 pages

L'ouvrage collectif dirigé par Olivier Leclerc est le fruit d'un colloque organisé en 2015 au Château de Goutelas dans le Haut-Foréz, qui se donnait pour objectif d'expliquer comment les « amateurs », « citoyens », « non-professionnels », « publics » ou « usagers » collaboraient avec les professionnels dans divers processus de création et de recherche aussi bien artistiques que scientifiques. Il est disponible gratuitement en ligne en PDF ([https://](https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/touscreateurs)

scienceetbiencommun.pressbooks.pub/touscreateurs) et sur des archives ouvertes (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01456387/document>).

Le projet est ambitieux car il prend le contre-pied de deux idées reçues : d'une part, les études sur les productions d'amateurs et d'experts sont généralement séparées ; d'autre part, il est communément admis que les activités artistiques et scientifiques sont radicalement différentes. La méthode scientifique et l'orientation éditoriale de l'ouvrage sont, elles aussi, surprenantes dans la mesure où elles font preuve d'une pluridisciplinarité non feinte (avec des contributions en biologie, droit, philosophie, sciences de l'information et de la communication, sciences et génie de l'environnement, science politique et sociologie) et rassemblent aussi bien articles académiques que témoignages d'acteurs de terrain. Autant dire que la construction de cet ouvrage atypique correspond bien à son thème qui ne l'est pas moins !

Le livre est organisé comme une thèse de droit (c'est au demeurant l'origine disciplinaire d'Olivier Leclerc, directeur de l'ouvrage) qui pose dans sa première partie la question des limites de son objet d'étude (partie 1 : « Le temps des amateurs et des amatrices », pp. 21-50), expose les principes qui président à l'existence de l'objet (partie 2 : « Donner leur place aux amateurs et amatrices », pp. 51-162), pour envisager enfin les instruments de mise en œuvre de ces principes en contexte (partie 3 : « Les amateurs et amatrices dans la création : pratiques, actions, institutions », pp. 163-247).

La première partie complète une thèse connue selon laquelle les amateurs occupent une place de plus en plus importante dans les processus de création (voir Patrice Flichy, *Le Sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Éd. Le Seuil, 2010 ; Bernard Stiegler, « Le temps de l'amatorat », *Alliége*, 69, 2011, pp. 161-179) en redéfinissant les limites de l'amateurat (article de Michel Miaille, pp. 21-27), les modalités de la participation des amateurs, ses enjeux en matière de citoyenneté (Philippe Dujardin, pp. 29-36) ainsi que les discours de légitimation (Mélanie Fagard, pp. 37-44) ou de délégitimation de ce mode de production (Marie-Christine Bordeaux, pp. 45-50).

Dans un article sur la « Politique et poétique du théâtre amateur », Marie-Christine Bordeaux (pp. 45-50) précise ainsi la manière dont certains processus symboliques empêchent que les pratiques

amatrices soient reconnues comme des productions artistiques à part entière. En effet, la notion même de théâtre amateur serait une catégorie imposée par le politique. Aussi, les discours sociaux, politiques et culturels construiraient-ils artificiellement un clivage entre théâtre amateur, renvoyé systématiquement à un ancrage local, et théâtre professionnel, qui viserait quant à lui l'universel. Afin de dépasser cette opposition, Marie-Christine Bordeaux considère qu'il est nécessaire d'abandonner l'expression « théâtre amateur » au profit de « théâtre de société(s) » (p. 49). Surtout, elle propose de penser les diverses démarches théâtrales selon deux axes transversaux : les créations théâtrales se distinguent selon qu'elles s'inscrivent ou non dans la cité et plus généralement dans le tissu social (cette thèse est par ailleurs défendue dans Marie-Madeleine Mervant-Roux, dir., *Du théâtre amateur. Approche historique et anthropologique*, Paris, CNRS Éd., 2004) ; il est aussi possible de distinguer les productions théâtrales selon qu'elles revêtent ou non une véritable dimension artistique : les entreprises professionnelles obéissent fréquemment à des logiques périphériques à l'art théâtral, tandis que bon nombre d'amateurs ont pour préoccupations principales des problématiques propres à l'art.

La deuxième partie de l'ouvrage interroge les conditions techniques d'émergence des pratiques amatrices ainsi que leur médiation et leur réception dans des domaines tels que le cinéma (Roger Odin, pp. 53-80), la musique (Sophie Maisonneuve, pp. 81-112), la biologie (Morgan Meyer et Rebecca Wilbanks, pp. 113-136) et la médecine (David Pontille, pp. 137-152).

Fait suffisamment rare pour qu'il soit souligné, Roger Odin y livre les éléments autobiographiques (et familiaux) qui l'ont poussé à entreprendre des recherches sur le cinéma amateur, à propos duquel il a mené durant plus de trente ans un travail au long cours, en solitaire (Roger Odin, « Rhétorique du film de famille », *Revue d'Esthétique*, 1-2, 1979, pp. 340-373 ; « Urfé et la caméra », *Trafic*, 69, 2009, pp. 40-51) ou avec un équipage (Roger Odin, dir., *Le Film de famille. Usage privé, usage public*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1995). Aussi met-il en perspective les apports théoriques de son dernier ouvrage (*Les Espaces de communication. Introduction à la sémio-pragmatique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2011) en décrivant trois « espaces de communication amateurs » distincts : les clubs de cinéma amateur, l'espace du film de famille dans l'institution familiale et l'espace du film amateur réalisé avec tablette ou smartphone appelé « espace de communication ordinaire » (p. 55).

Le dernier article de la deuxième partie, écrit par Michel Vivant (pp. 153-162), fait office de conclusion partielle sur l'absence de cadre juridique concernant les œuvres de l'esprit créées de concert par les amateurs et les professionnels. Tandis que les huit premiers articles attestent de l'existence de pratiques amatrices reconnues dans divers secteurs professionnels, Michel Vivant explique que les décisions de justice qui reconnaissent les contributions des amateurs demeurent assez rares. Un travail du législateur reste à faire dans ce domaine, en ce qui concerne notamment le droit d'auteur.

La troisième partie consiste en un recueil de témoignages d'acteurs de terrain mettant en exergue divers types de production : la collaboration entre artistes alliant experts et non-experts dans le cadre des *Futurs de l'Écrit* à l'Abbaye de Noirlac (pp. 165-172) (qui propose des ateliers de production de spectacles réunissant professionnels et amateurs) ; le croisement des savoirs universitaires et des pratiques de personnes vivant dans la pauvreté par l'association ATD Quart Monde (pp. 173-183) ; le travail de vulgarisation scientifique effectuée par une boutique des sciences au Bénin (pp. 185-193) ; une autre boutique des sciences, appelée « science shop », fondée quant à elle au Canada (pp. 195-213) ; l'étude des conséquences du réchauffement climatique sur les oiseaux par le Muséum d'Histoire naturelle en collaboration avec des ornithologues amateurs et citoyens (pp. 215-224) ; le développement des sciences participatives non seulement en ornithologie, mais aussi en botanique, entomologie et herpétologie (pp. 225-234) ; les projets de partenariat entre laboratoires de recherche, collectivités territoriales et monde associatif (pp. 235-247).

Malgré l'éclectisme revendiqué et la grande place accordée à ces expériences, il eut été souhaitable que l'ouvrage porte plus d'attention au développement des protocoles de soin signés entre équipes médicales et patients-experts (signalés ponctuellement par David Pontille, p. 143), par exemple en cancérologie, avec la création en France de trois universités de patients par l'Institut Curie, la loi « Hôpital, Patient, Santé et Territoire » précisant depuis 2009 le cadre de tels dispositifs. Il en est de même des modes participatifs de production, qui ont explosé ces dernières années dans le domaine viticole. Si la troisième partie n'est donc pas exhaustive, elle réussit néanmoins à éviter l'effet-catalogue en mettant en lumière, malgré l'hétérogénéité des activités et des contextes, leurs caractéristiques communes concernant les montages économiques, les politiques de partenariats, les modes d'organisation, les moyens de communication ainsi que les modalités juridiques.

Il est par ailleurs regrettable que l'ouvrage n'ait pas plus exploré les passerelles qu'il pouvait y avoir entre art et science, tel que le titre le laissait pourtant présager, en intégrant par exemple les travaux sur l'art contemporain de Nicole Everart-Desmedt, qui introduit un parallélisme entre démarches artistiques et scientifiques à partir du cadre sémiotique peircien (Nicole Everaert-Desmedt, « La pensée iconique », *Recherches sémiotiques*, 33, 1-2-3, 2013, pp. 165-176).

En conclusion, ce livre est stimulant dans la mesure où les entreprises scientifiques qui décloisonnent les disciplines en créant du lien entre sciences humaines et sciences de la nature et de l'environnement ne sont pas légion. Il en est de même, quand il s'agit d'interroger la manière dont la recherche peut entrer en dialogue avec l'expérience des acteurs de terrain. Au-delà de la démarche, qui ne peut qu'être saluée, comment évaluer les résultats de ce travail de recherche collectif ? L'expertise est d'autant plus délicate que l'ouvrage ne s'adresse pas seulement à un lectorat académique, mais aussi à des amateurs éclairés et, d'une manière générale, à tous ceux qui créent des œuvres de l'esprit pouvant présenter un intérêt pour la cité. C'est finalement chaque lecteur, en fonction de son propre parcours, qui jugera si l'ouvrage réussit à unifier ou tout du moins à faire dialoguer les diverses contributions.

L'auteur de cette recension a également écrit une note sur cet ouvrage pour non-spécialistes en sciences de l'information et de la communication dans la revue *Lectures/liens socio* (<https://lectures.revues.org/23086>).

Pascal Laborderie

*Cérep, université de Reims Champagne-Ardenne,
F-51100
pascal.laborderie@univ-reims.fr*

Jean LOJKINE, *La Révolution informationnelle et les nouveaux mouvements sociaux*

Lormont, Éd. Le Bord de l'eau, coll. L'économie encadrée, 2016, 178 pages

Dans cet ouvrage, Jean Lojkine – directeur de recherche émérite en sociologie au CNRS (Centre d'études des mouvements sociaux/EHESS Paris) – propose une approche théorique des conséquences de la « révolution informationnelle » en cours sur les mobilisations sociales contemporaines. En quatre chapitres, il cherche à montrer comment des luttes éparses, et en apparence très éloignées les unes des autres, ont quelque chose de commun dans la promotion d'une « nouvelle civilisation post-

capitaliste » qu'il appelle de ses vœux et qu'il nomme « communisme informationnel ». Ce dernier serait rendu possible par les potentialités émancipatrices de la « révolution informationnelle », ouverte par les usages sociaux des technologies de l'information et de la communication (TIC). Jean Lojkine s'intéresse plus particulièrement aux mobilisations portées par les mouvements sociaux les plus récents et aux apparences novatrices – tels que Les Indignés – qu'il identifie comme relevant de la catégorie des nouveaux mouvements sociaux (NMS). En ce sens, il s'attache à étudier les conditions d'émergence des alternatives autogestionnaires et de leurs obstacles sous le double effet de la crise socio-économique du capitalisme et de ses mutations informationnelles.

L'introduction (pp. 5-16) présente brièvement le positionnement théorique de l'auteur, permettant ainsi au lecteur de situer son propos. Jean Lojkine considère que la crise de la représentation politique traversant les sociétés occidentales réside dans la « nature même » et la « profonde ambivalence » du capitalisme informationnel, au sens où cette seconde révolution socio-technique du capitalisme apparaît comme « contradictoire » avec la précédente qu'a été la révolution industrielle (pp. 2-3). Il y aurait donc deux cultures et deux civilisations « absolument opposées » cohabitant au sein du capitalisme contemporain : une première industrialiste et une seconde informationnelle. L'entrée dans la « société informationnelle » ne résulterait pas pour autant d'une évolution naturelle des sociétés capitalistes : elle n'a rien de spontanée, elle se déroule dans le conflit, elle est marquée par des ruptures politiques, économiques, sociologiques et culturelles : « C'est justement là que se place pour nous l'enjeu politique des Nouveaux mouvements sociaux. Là où l'idéologie dominante, néolibérale, présente l'émergence du travail d'information comme le symptôme de la fin du conflit de classe, la fin de la division taylorienne ou fordienne du travail, reléguées dans les limites historiques du capitalisme industriel, nous proposons au contraire de voir dans ces mutations profondément ambivalentes des formes nouvelles du conflit entre travail et capital » (p. 7).

Ainsi la « révolution informationnelle » engendre-t-elle une modification des rapports sociaux de production et de domination liée à l'usage croissant des TIC et à la marchandisation de l'information. Dans une perspective marxiste, Jean Lojkine souligne qu'elle n'implique pas pour autant la fin de la lutte des classes et la division du travail : elle déplace les oppositions traditionnelles entre cadres et ouvriers vers une